

En défense des libertés

Category: Droits - libertés

écrit par jmfouquer | 16 mars 2021

À l'appel des groupes parlementaires de la France insoumise, une réunion a été proposée à tous les partis et toutes les organisations politiques de gauche et écologiques pour examiner, ensemble, les conditions d'une expression commune voir d'initiatives.

Tout en regrettant le refus de plusieurs partis de s'associer à cette réunion unitaire et, pour d'autres, de s'associer à une déclaration commune, un certain nombre d'organisations présentes, jugeant essentiel de s'opposer en commun à la dérive de l'exécutif, ont tenu à aller jusqu'au bout de la démarche.

La chasse aux sorcières annoncée par la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation à l'encontre des enseignant-e-s, chercheuse-re-s, étudiant-e-s qui « gangrèneraient » l'université par leur islamo-gauchisme marque un cran de plus dans la dérive droitière, autoritaire, et liberticide du gouvernement et sa complaisance à l'égard des propagandes racistes.

Les accusations infondées de la ministre ont déclenché des réactions d'ampleur dans le monde de l'université et de la recherche, en France et à l'étranger. Après tant d'autres, ce sont dorénavant les libertés académiques qui sont mises en cause au nom d'une chimère inventée par l'ultra-droite.

Ensemble, nous disons que l'insupportable est atteint. Emmanuel Macron et son gouvernement se placent ainsi dans les pas de Donald Trump qui, en juillet dernier, s'en prenait à l'enseignement « antipatriotique de l'histoire américaine » dans les universités. Toujours plus libéral et autoritaire, le régime accumule les mesures liberticides, que ce soit par la répression et la criminalisation des mobilisations sociales,

la situation d'État d'urgence permanent, ou encore la loi sécurité globale. Ces mesures empruntent en partie au Rassemblement national et ses thèmes identitaires, notamment à travers la loi « séparatisme » et la stigmatisation des musulmans, qui distillent le venin du racisme. Au lieu de le combattre, elles ne font que favoriser sa progression, renforcer les divisions dans la société, et donc le risque majeur de son arrivée au pouvoir.

Chacun séparément, nous nous opposons à cette politique. Il est temps de nous rassembler, au-delà des clivages partisans, pour dire de notre refus de cette politique qui nous prive chaque jour davantage de nos libertés. Nous voulons aussi le faire ensemble, afin d'œuvrer à la mobilisation citoyenne la plus large possible pour la levée de toutes les mesures liberticides et discriminatoires.

Ensemble, nous soutiendrons et nous proposerons des initiatives en faveur des libertés publiques et contre les discriminations dans les mois à venir.

Ensemble, nous affirmons notre soutien aux collectifs et associations qui militent avec constance dans ce domaine. Ce glissement de l'exécutif interroge bien au-delà de nos organisations et suscite largement une réaction de tous ceux qui sont attachés aux libertés individuelles et publiques.

Ensemble, nous commençons donc par affirmer notre soutien aux mobilisations annoncées par la coordination contre la loi sécurité globale :

- Le 16 mars, au moment du passage de cette loi devant le Sénat
- Le 20 mars, en rejoignant la marche contre les violences policières appelée par les collectifs de familles des victimes

Ensemble, nous affirmons la nécessité d'une grande initiative de rue pour les Libertés, revendicative et festive au printemps. Elle devrait être la plus large possible,

réunissant citoyen-ne-s, associations, syndicats, collectifs en lutte, partis, artistes, teufeurs. À cette fin, nous préférierions que la responsabilité de cet appel soit prise par l'actuelle coordination réunissant les associations, syndicats et collectifs œuvrant à la défense des droits de l'homme et des libertés publiques. Nous prenons dans les jours à venir des contacts avec ces organisations afin d'atteindre cet objectif.

Signataires :

La France Insoumise, GDS, Génération.s, Ensemble !, PEPS, NPA, PCOF, PG, POI, UCL